AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Implemented by

CONCLUSIONS ICR 2020-25

À propos de la Facilité ICR

La Facilité ICR soutient les réformes de l'environnement des affaires, afin que le secteur privé s'épanouisse et crée des emplois décents et une croissance durable dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Avec plus de 100 projets d'assistance technique dans plus de 60 pays réalisés lors de sa première phase de cinq ans, cette série de brochures « Conclusions » se concentre sur le travail réalisé avec nos partenaires dans nos domaines cibles principaux.

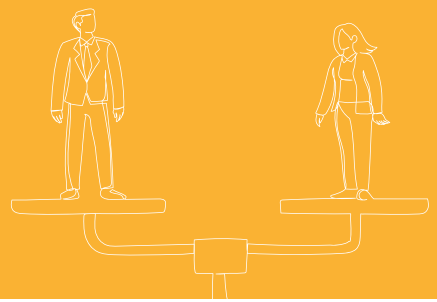
DANS LA MÊME SÉRIE :

- ACCÈS AU FINANCEMENT
- DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ POUR LES RÉSULTATS
- ÉCONOMIE SOCIALE ET VERTE
- AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES JEUNES

Notre approche de l'autonomisation économique des femmes

L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS LE MILIEU DES AFFAIRES

Les réformes juridiques, administratives et politiques sont nécessaires pour que les femmes puissent pleinement profiter de leurs opportunités professionnelles et pour augmenter leur accès au financement. Nous soutenons le développement et l'application de réformes sensibles au genre qui intègrent l'égalité des genres dans la loi et garantissent des conditions égalitaires pour les entrepreneures. Nous soutenons également les femmes dans l'exportation, puisqu'elles sont trop souvent exclues de ces marchés lucratifs à cause d'un manque d'information, d'un accès limité au financement et des préjugés sexistes.



ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES ENTREPRENEURES

La Facilité ICR encourage l'accès au financement pour les femmes en collaborant avec les institutions de financement du développement (IFD) afin de développer des stratégies personnalisées qui améliorent le financement selon le genre, l'investissement avec une optique de genre et l'autonomisation économique des femmes.

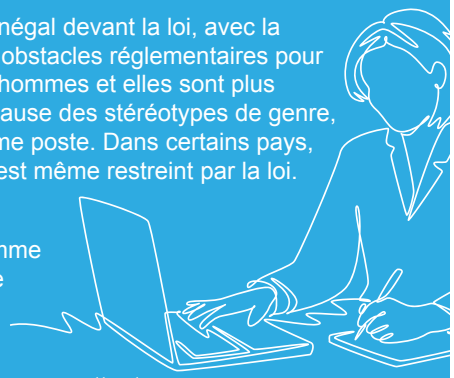
Pour en savoir plus, consultez notre brochure Accès au financement de cette série.

LES FEMMES AU TRAVAIL

Les femmes font toujours face à un traitement inégal devant la loi, avec la discrimination fiscale, l'écart des salaires et les obstacles réglementaires pour accéder aux secteurs lucratifs dominés par les hommes et elles sont plus exposées au harcèlement sexuel au travail. À cause des stéréotypes de genre, les hommes sont mieux rémunérés pour le même poste. Dans certains pays, l'accès aux secteurs dominés par les hommes est même restreint par la loi.

Nous soutenons les modèles commerciaux qui favorisent activement l'emploi des femmes, comme les entreprises inclusives et sociales, à l'échelle nationale et infranationale.

Nous insistons également sur la création d'un environnement professionnel sain et respectueux en mettant en place des politiques et des approches qui empêchent les violences sexistes.



DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ INCLUSIF

Les femmes sont trop souvent exclues des discussions clés qui affectent l'environnement des affaires. Il est important d'augmenter la présence et la participation active des femmes dans les dialogues public-privé afin de s'assurer que les nouvelles politiques sont sensibles au genre. Ce n'est qu'en ayant plus de femmes autour de la table que nous pourrons nous assurer que la croissance économique est réellement inclusive et efficace. Nous défendons la participation des femmes aux dialogues public-privé à l'échelle du secteur, ainsi que les dialogues public-privé centrés sur les femmes.

Pour en savoir plus, consultez notre brochure Dialogue public-privé pour les résultats de cette série.

LES CHAMBRES DU COMMERCE ET ASSOCIATIONS D'ENTREPRISES EN TANT QUE CATALYSEURS DU CHANGEMENT

Les chambres de commerce et d'industrie et les organisations qui représentent les entreprises peuvent servir de catalyseurs de l'autonomisation économique des femmes en plaidant pour des politiques et cadres réglementaires tenant compte du genre afin de faciliter l'accès aux ressources et opportunités pour les entrepreneures.

GARDE D'ENFANTS ET CONGÉS PARENTAUX

Le travail de soin non rémunéré revient disproportionnellement aux femmes et aux filles à travers le monde. Cela a un impact négatif sur l'indépendance économique des femmes ainsi que sur le bien-être de leurs familles et la croissance de l'économie globale. Nous soutenons les gouvernements dans le développement de systèmes de soins complets qui proposent des services de soins accessibles, abordables et de qualité qui seront bénéfiques à toute l'économie. Il est ainsi possible de réduire le travail non rémunéré des femmes et de créer des emplois de soin de qualité et des opportunités professionnelles dans le secteur des soins.

Mise en œuvre de notre approche

Entre 2020 et 2025, nous avons fourni un certain nombre d'interventions basées sur les besoins de nos partenaires. Plus nous avancions, plus nos expériences influençaient notre approche, qui a été continuellement affinée. En voici quelques exemples.

DROITS DE PROPRIÉTÉ ÉGAUX

Nous avons soutenu la Uganda Association of Women Lawyers (FIDA Uganda) pour plaider pour la protection des droits de propriété des femmes dans les relations en cohabitation, préparant le terrain pour une réforme importante de la loi.

MARCHÉ PUBLIC SENSIBLE AU GENRE

Nous avons soutenu la Kenya National Chamber of Commerce and Industry (KNCCI) pour améliorer l'accès aux contrats gouvernementaux pour les entreprises appartenant à des femmes.

RÉSILIENCE DES ENTREPRISES APPARTENANT À DES FEMMES

Au Rwanda, nous avons aidé la ville de Kigali à comprendre les défis rencontrés par les vendeurs·euses de rue informel·le·s, en particulier les femmes, et à développer un plan d'action pour la résilience du secteur. Au Malawi, nous avons fourni des outils et des documents de politique factuels pour créer des produits de financement et d'assurance sur mesure pour les entreprises appartenant à des femmes.

EXPORTATION PAR LES FEMMES

Nous avons simplifié les chaînes de valeur transfrontalières pour les entreprises appartenant à des femmes dans les 15 états membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec la Fédération des chambres de commerce et d'industrie de l'Afrique de l'Ouest (FEWACCI). Nous avons soutenu le Centre for Exports and Investments in the Dominican Republic (ProDominicana) afin de développer une stratégie nationale pour augmenter la participation des femmes dans les exportations.

LES FEMMES DANS LES CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES

Avec l'Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche au Togo, nous nous sommes attaqués aux goulots d'étranglement dans la chaîne de valeur du sésame où les femmes sont souvent relayées à des rôles moins visibles et moins rémunérés. Aux Tonga, nous avons développé le plan stratégique national de Kava axé sur les exportations, la durabilité, les emplois et les revenus des femmes et des jeunes.

PLAIDOYER POUR DES RÉFORMES SENSIBLES AU GENRE

Au Nigéria, nous avons renforcé les capacités de la Abuja Chamber of Commerce and Industry (ACCI) afin de plaider pour la simplification des procédures de conformité, de licence et d'enregistrement des entreprises appartenant à des femmes.

GENDER-BASED VIOLENCE IN THE WORKPLACE

Au Malawi et au Zimbabwe nous avons développé des audits nationaux sur le genre afin de réunir des informations et de développer une approche pour empêcher et gérer les cas de violences sexistes au travail.

SYSTÈMES DE SOINS

Nous avons aidé Sainte-Lucie à impliquer les employeurs dans une approche de coresponsabilité afin de développer un système de soins national via une stratégie de communication sur la modification du comportement et la simplification du dialogue entre les secteurs public et privé.

POLITIQUES INDUSTRIELLES SENSIBLES AU GENRE

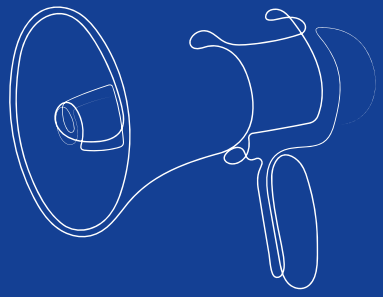
Aux Seychelles et en Eswatini, nous avons réalisé des consultations avec les parties prenantes nationales afin d'incorporer les besoins des femmes dans les nouvelles politiques industrielles nationales. En Côte d'Ivoire, nous avons évalué les obstacles spécifiques rencontrés par les femmes dans le secteur industriel pour permettre à la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) de faire pression sur les autorités publiques afin de supprimer les obstacles réglementaires identifiés.

Leçons clés pour les professionnel·le·s

Nous avons beaucoup appris de notre travail auprès des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Voici trois leçons très importantes que nous souhaitons partager.

Il n'est pas simple de s'attaquer à la question de l'autonomisation économique des femmes.

Elle est souvent vue comme une priorité faible et donne souvent l'impression que le travail est déjà fait. De plus, c'est un sujet très complexe qui se heurte à des obstacles culturels et comportementaux.



Ne pas prêcher les convertis.

Plutôt que de se concentrer sur les institutions qui sont déjà dévouées à la cause de l'autonomisation économique des femmes, il est important de se concentrer également sur les institutions aveugles aux questions de genre. Élargir l'engagement au-delà des parties prenantes habituelles renforce l'impact et la durabilité des initiatives.

Reconnaître que les hommes font partie intégrante du processus.

Plutôt que d'isoler les hommes du processus, les activités doivent encourager une participation égalitaire des hommes et des femmes, et les perspectives de chacun doivent être prises en compte. Cela est particulièrement important dans les zones rurales et dans celles touchées par un conflit, où les approches inclusives peuvent entraîner un changement plus durable et efficace.

En savoir plus

Nous avons publié des rapports pour étudier l'autonomisation économique des femmes, des études de cas pour l'inspiration et des outils pour commencer à établir des réformes.

Le Rapport ICR, Le genre dans les institutions de financement du développement des pays ACP, met en valeur ces IFD dans les pays ACP avec un financement en faveur de l'égalité des genres actif ou une initiative d'autonomisation économique des femmes.

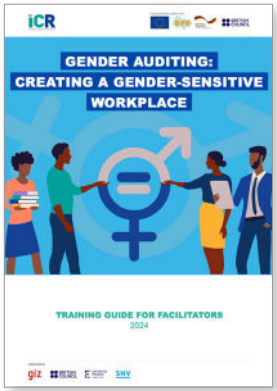
Le Rapport ICR, Réformes de l'environnement des affaires pour soutenir les entreprises appartenant à des femmes dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), explore les réformes juridiques, administratives et politiques qui aident les entreprises appartenant à des femmes à accéder au financement et à grandir.

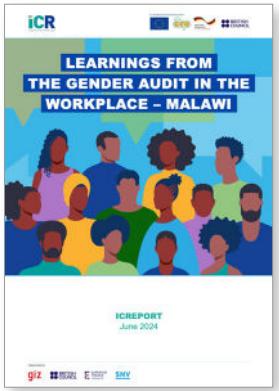
Le Rapport ICR, Réformes de l'environnement économique pour promouvoir l'égalité des chances pour les femmes sur le marché du travail, révèle que l'égalité des chances en vertu de la loi est essentielle pour permettre aux femmes d'accéder au marché du travail.

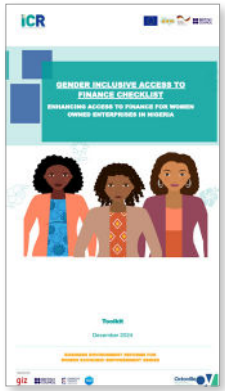
Le Rapport ICR, L'inclusion des femmes et des associations de femmes dans le dialogue public-privé dans les pays ACP, se focalise sur l'aide à la création, croissance et durabilité des associations de femmes d'affaires et des chapitres dédiés aux femmes dans les chambres de commerce et comment elles peuvent promouvoir l'autonomisation économique des femmes par le biais des dialogues public-privé.

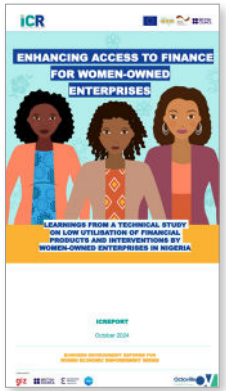
Le Rapport ICR, Réformes de l'environnement des affaires et économie des soins: Le cas des politiques de garde d'enfants et de congé parental, démontre que l'économie des soins est centrale à l'avancée de l'autonomisation économique des femmes.

Les outils de l'ICR, Diagnostics de l'égalité des genres de l'environnement commercial et Dialogues public-privé sensibles au genre sont inclus dans la Boîte à outils pour la réforme de l'environnement des affaires.









Audit sur l'égalité des genres: créer un lieu de travail sensible au genre est notre guide de formation pour les animateurs prévoyant d'animer des formations pour les entreprises, professionnel·le·s des ressources humaines et personnes intéressées dans le développement de lieux de travail sensibles au genre.

Le rapport ICR, Enseignements de l'audit sur l'égalité des genres au travail – Malawi, présente des leçons clés issues d'une intervention qui sera utile à d'autres pays, organisations et consultant·e·s qui examinent les problèmes en lien avec l'égalité des genres au travail.

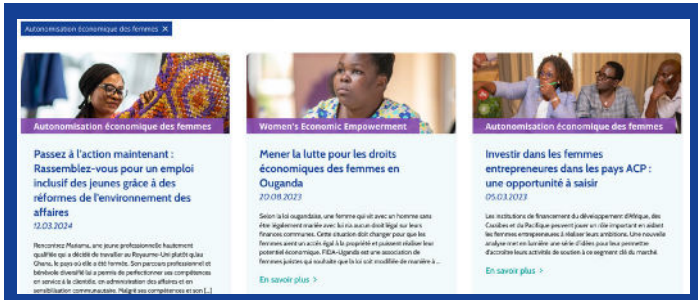
Comment faire en sorte que l'environnement des affaires favorise l'émancipation économique des femmes? est un Rapport ICR qui aide à plaider en faveur de l'autonomisation économique des femmes et examine comment les problèmes clés peuvent être résolus par le biais de réformes de l'environnement des affaires.

La Liste de contrôle de l'accès au financement inclusif guide le développement et la mise en œuvre de l'accès sensible au genre aux programmes de financement pour les entreprises appartenant à des femmes.

Améliorer l'accès au financement pour les entreprises détenues par des femmes est un Rapport ICR qui détaille les enseignements d'une étude technique sur la faible utilisation des produits et services financiers par les entreprises appartenant à des femmes au Nigéria.

Formation sur la réforme de l'environnement des affaires pour soutenir l'autonomisation économique des femmes est un cours en ligne pour se sensibiliser et proposer des outils afin de faire avancer l'autonomisation économique des femmes.

Le Rapport ICR, Intégration du genre pour et par les Chambres Commerce et les Organisations représentatives du secteur privé: Tendances et bonnes pratiques dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, identifie les bonnes pratiques et souligne les défis et recommandations des chambres de commerce et d'industrie et des organisations représentatives du secteur privé.



Consultez nos articles de l'ICR concernant l'autonomisation économique des femmes.

Sélectionnez l'option « **Autonomisation économique des femmes** ».

LIRE ICI

Cette publication a été produite avec l'aide financière de l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS) dans le cadre du 11ème Fonds européen de développement (FED), le Ministère fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) et le British Council. La Facilité ICR est mise en œuvre par la GIZ, le British Council, Expertise France et SNV. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité du British Council et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'UE, de l'OACPS, du BMZ ou des autres partenaires de mise en œuvre.

La Facilité ICR soutient les pays et les institutions régionales de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS), dans leur processus de dialogue public-privé afin de créer un climat d'investissement plus propice et durable.

ÉDITEUR

Facilité ICR
Rue du Trône 108, 1050 Bruxelles, Belgique
www.icr-facility.eu

RÉDACTION ET CONCEPTION

Julie Pybus et Fanny Blanquier, *Pioneers Post*

La responsabilité du contenu des liens vers les sites externes liés à cette publication incombe toujours à leurs éditeurs respectifs. La Facilité ICR n'est pas responsable de ce contenu.

Bruxelles, juillet 2025